

TOCQUEVILLE MAGAZINE

HEBDO EXCLUSIVEMENT SUR INTERNET

N° 601 3 février 2009

Tocqueville Magazine est catholique. Il s'intéresse à tous les problèmes de société, mais en priorité aux problèmes économiques. Il favorise les libertés, qui sont le meilleur moyen de faire "pousser le blé". Il est mis à jour (presque) chaque mardi à 0 heures.

**LES TEXTES DE TOCQUEVILLE MAGAZINE PEUVENT ETRE REPRODUITS
LIBREMENT ET SANS MODERATION**

Le 4 février est la fête de Sainte Véronique. Elle vit passer sur le chemin du Calvaire le cortège menant Jésus à la croix. Prise de pitié elle essuya son visage plein de sang et de crachats. Le visage se trouva reproduit sur le linge. Ce voile est toujours vénéré et des recherches ont montré des similitudes avec le Saint Suaire.

EDITO

LE LOGEMENT PUBLIC

Nous avons souvent parlé à nos lecteurs des logements publics et en particulier des logements HLM ; l'ensemble de l'immense parc est, pour des raisons évidentes, un véritable mammoth impossible à gérer correctement.

Mme Boutin veut empêcher les personnes habitant des logements sociaux, dont la taille est plus grande que leurs besoins immédiats, de rester dans ces logements. De ce fait elle a décidé de majorer leurs loyers.

Bien évidemment, pour ces personnes, qui souvent ont investi d'ailleurs dans l'équipement de leur appartement et qui se trouvent là parce que leurs enfants les ont quittés pour vivre leur vie, n'ont pas les revenus permettant de supporter la majoration de leurs loyers.

Ces mêmes revenus de les autorisent pas non plus à chercher des logements dans le secteur libre puisque le secteur libre souffre d'une nuée de législations détruisant le marché du logement.

Comme toujours, le pouvoir invente une nouvelle calamité pour prétendument résoudre la calamité qu'il a préalablement créée. La calamité de base est, ici, l'existence même des logements sociaux qu'aucune bureaucratie étatique n'arrivera jamais à gérer. L'un des résultats du système est qu'une fois entré dans un logement, parfois après une longue attente, les heureux attributaires s'y accrochent le plus longtemps possible avec, éventuellement, des passe-droits incroyables.

Pour corriger cette première calamité, Madame Boutin ouvre une deuxième calamité en voulant essayer de chasser des gens qui sont là depuis très longtemps et qui ont finalement bien raison d'essayer de pouvoir rester.

Gageons, devant la difficulté actuelle, l'on va trouver un modus vivendi avec une nouvelle couche de lois compliquant l'usine à gaz universelle et générant de nouvelles calamités.

Il est clair que la liberté du marché du logement dans tous ses aspects permettrait d'ajuster tous les problèmes immenses et variés.

M.P.

DU NEUF ET DU DEJA VU

KERVIEL

Il s'agit de ce trader âgé de 32 ans qui est poursuivi pour « abus de confiance, faux et usage de faux et introduction dans un système automatisé de données ». Il aurait fait prendre à la Société Générale des positions sur 50 milliards d'euros sur les marchés et entraîné une perte de 4,9 milliards d'euros pour la banque. Son procès s'avance et l'on ne peut pas s'empêcher de ressentir un certain malaise.

La direction de la société générale semble dire qu'elle n'était pas au courant ; dans ce cas cela voudrait signifier que réellement ses systèmes de surveillance étaient complètement nuls ce qui est une faute grave de la part de sa haute direction. C'est d'autant plus grave qu'il existait 18 niveaux de contrôle dans ce travail des traders.

En outre l'on se rappelle que quand Kerviel faisait gagner de l'argent, la même direction de la société générale ne manquait pas de se vanter des bons résultats de la banque lesquels étaient dus en partie aux gains procurés par Kerviel ; en outre, à la même époque, les primes des uns et des autres dans la hiérarchie au-dessus de Kerviel devaient s'augmenter mathématiquement.

Ce n'est que lorsque le marché s'est retourné que la banque a prétendu découvrir le scandale.

En attendant, la presse a déjà dans sa tête condamné Kerviel : « Que vous soyez grand ou misérable... »

COURRIER DES LECTEURS

(Nous publions les lettres telles qu'elles nous parviennent ; il est rare que nous les commentions, même quand nous ne partageons pas les points de vue exprimés. A chacun de juger)

FILLON

Réseau Liberté

Monsieur le Premier ministre,

Crise oblige, permettez-moi de vous faire savoir très respectueusement qu'à mon sens vous faites une erreur magistrale avec vos 1.000 chantiers d'un coût global de 26 milliards d'euros.

Voici la solution proposée par Martin Masse, directeur du Québécois libre, dont vous découvrirez facilement le site enthousiasmant que, d'ailleurs, je ne saurais trop vous recommander à l'adresse suivante (ce sont nos cousins d'Amérique, après tout :

www.quebecoislibre.org/09/090115-15pr.htm

Je cite M. Masse : "La seule solution pour transférer concrètement les ressources réelles du secteur public au secteur privé est simple : réduire les impôts et réduire les dépenses du gouvernement, c'est-à-dire diminuer réellement la dépense de l'Etat pour des ressources réelles".

Pardonnez mon audace, Monsieur le Premier ministre, mais il me semble que vous faites tout le contraire en multipliant les aides sonnantes et trébuchantes à l'aveugle dans l'espoir (vain) de tirer notre pays de sa léthargie.

Or c'est bien selon l'initiative du très libéral (horresco referens) Martin Masse qu'un gouvernement peut se donner les meilleures chances de réussir une sortie de crise honorable tout en préparant l'avenir qui, sans cela, risque finalement de sauter à la figure du plus rusé des keynésiens surtout dans la France prérévolutionnaire de 2009.

En espérant que ce conseil de bon sens québécois vous parviendra en bon état de marche, je vous prie d'agréer, Monsieur le Premier ministre, l'expression de ma haute considération.

Librement !

Philippe (Sully) ROBERT

<http://sully1.typepad.com>

02400 FRANCE

LA GREVE

Cher Monsieur,

Je désespère de mon pays. Les français sont des veaux en effet. Ici sur le campus, ils veulent recommencer les blocages. En droit, les maîtres de conf font la grève. Ils refusent d'être évalués. C'est sûr, la plupart d'entre eux ne produisent aucune recherche et font cours 3 mois dans l'année en échange de 12 mois de salaires. Le ministre leur demande de seulement justifier leur salaire !!

Sinon, ça déraile de plus en plus à la fac. Comme par hasard, ce sont toujours à cause d'étudiants étrangers...alors tout le monde s'écrase pour ne pas être traité de raciste. Pour ma part, on n'ose pas m'embêter avec cela car je suis un des rares volontaires à faire des missions en Algérie, Syrie... Et je signale au passage que le major de mon master "Banque et Assurance" au premier semestre est un étudiant algérien. (Mais trois quarts de la promo est d'origine étrangère car dès que vous programmez des matières techniques dans une formation comme les mathématiques financières ou la gestion, cela effraie nos chères têtes blondes qui préfèrent travailler dans le social...).

La semaine dernière, il y avait des examens de rattrapage du premier semestre en vertu de l'application des nouvelles directives. Une étudiante - d'origine nord-africaine qui s'est inscrite après les délais administratifs en faisant jouer des passe-droit - a délibérément cherché l'affrontement avec une secrétaire. Elle s'est levée de sa place, est montée dans l'amphi et s'est couchée par terre pour faire une crise d'hystérie. Les pompiers ont été prévenu et ils ont conclu à une simulation pour éviter de passer l'examen... mais l'étudiante veut porter plainte contre la secrétaire. Le médecin de l'université ne veut pas se mouiller. L'étudiante prétend que ma secrétaire lui aurait mal parlé et cela l'aurait contrarié. C'est une étudiante mauvaise, pistonné par le président de l'université qui a peur de passer pour raciste, qui se retrouve aux examens de rattrapage qu'elle n'a même pas le courage d'affronter !

Vendredi, c'est un africain pris en flagrant délit de tricher qui insulte le prof qui surveillait l'examen, en lui demandant de s'expliquer dehors ! Nous avons de plus en plus de cas comme cela. Généralement avec des étudiants étrangers dont toute la scolarité est prise en charge par le contribuable. Ce sont généralement des étudiants que nous n'aurions pas dû sélectionner à cause de la faiblesse du niveau mais le politiquement correct nous oblige à les accepter. De toute façon, quand on refuse leur dossier, ils vont voir un syndicat, un médiateur, ils portent plainte (ils ont l'aide juridictionnelle) et on doit plier.

Ces étudiants prennent la place des plus sérieux qui s'en vont ailleurs, la mauvaise monnaie faisant fuir la bonne. Et tous nos élus se vautrent dans des discours humanistes alors qu'ils ne font que récompenser et inciter à cette médiocrité.

Voilà nos conditions de travail à l'université.

J L CACCOMO

Un Phare dans la Nuit.



TOCQUEVILLE MAGAZINE

LE FLASH

(A diffuser largement)

LUNDI 2 FEVRIER 2009

LA GREVE

Le jeudi 29 janvier 2009 restera, paraît-il, un jeudi noir, bien qu'en définitive une grande partie des transports publics ait pu fonctionner ; la volonté affirmée des chefs syndicalistes de faire une vraie guerre au peuple français à cette occasion ne s'est pas concrétisée comme ils le souhaitaient. En revanche, il y eut de grandes manifestations qui, malgré la bataille des chiffres, étaient tout de même considérables.

L'on pourrait finalement résumer cette journée en énonçant que c'était la grève des nantis et des ignorants.

Au sujet de la richesse des nantis, il faut certes commencer par nuancer.

Le privé n'a pas beaucoup manifesté. Néanmoins, des employés de grosses sociétés menacés de licenciement et des caissières de supermarchés se joignirent aux cortèges ; ces dernières ne peuvent pas être considérées comme particulièrement gâtées.

Mais, dans la grève et les défilés, c'était bien les services appelés mensongèrement services publics qui menaient la danse. Et, de plus en plus, malgré l'omerta de la presse, le peuple français commence à prendre conscience des immenses avantages dont bénéficient à tous les niveaux les fonctionnaires ou quasi-fonctionnaires de ces services prétendus publics.

En tête de liste, se trouvent les avantages insensés dont bénéficient les cheminots. N'oublions pas, non plus, les avantages incroyables des ouvriers du livre et des employés des NMPP. Il y avait aussi des employés de mairies qui sont généralement fort favorisés ; c'est l'occasion de rappeler un petit avantage anecdotique ridicule mais symptomatique ; dans certaines mairies, le maire, pour gagner des voix et donc accroître sa propre richesse, a donné aux employés le « jour de valise » : c'est fatigant de partir en vacances et donc la

veille du départ en vacances on profite d'un congé dénommé « le jour de valise » ! Ce tout petit fait montre comment l'argent public s'évapore allègrement par la volonté des hauts responsables pour nourrir abusivement un grand nombre de nantis. Il est bien d'autres privilégiés de toutes les activités publiques qui manifestaient.

Les médias, dans leur complicité habituelle, ont montré leur admiration pour les employés de l'EDF en train de réparer les lignes dans les Landes et s'étaient privés de la joie de faire grève : c'était des sortes de héros !

Grève des riches, mais aussi et grève des ignorants.

Il apparaît clairement que la grève s'en prenait en particulier à Sarkozy. Mais l'hostilité contre le président de la république, actuellement et très provisoirement en vigueur, s'alimentait à une méconnaissance de son action. Chacun s'imagine que la politique qu'il mène depuis 18 mois est une politique de droite et conservatrice alors que c'est tout le contraire. Les progrès qu'il a fait franchir au socialisme en France sont considérables et pires probablement que ce qu'aurait fait sa concurrente Ségolène Royal. Nous l'avons souvent montré dans le détail.

Les manipulateurs du sommet de cette grève, à savoir les chefs syndicalistes, rêvaient donc d'enrôler un grand nombre de privés dans leurs manifestations et ils y sont comme indiqué plus haut partiellement arrivé. Les uns et les autres ignoraient sans doute que ce sont les privés qui créent de la richesse et qui seuls peuvent en créer ; jamais les services prétendus publics ne peuvent créer véritablement de la richesse et ceci pour des raisons qu'aussi nous avons souvent énoncées. En appelant les privés à venir parmi eux, il s'appliquaient donc à scier la branche sur laquelle ils sont accrochés et qui leur permet précisément d'obtenir et de conserver leurs privilèges.

Les dégâts d'une grève de ce type se prolongent dans le temps car la France devient de plus en plus repérée dans le monde entier pour ses grèves à répétition : parmi les diverses causes des délocalisations se trouve la gréiculture française. Combien de chômeurs la grève va-t-elle provoquer un jour ? Le calcul est impossible à faire.

Une autre forme d'ignorance, est l'idée propagée en boucle que le droit de grève est un droit fondamental et que, pour cette raison, il est inscrit dans la constitution. Remarquons, au passage, l'anomalie de cette inscription car, selon le droit des gens, la possibilité de circuler librement, de travailler librement et bien d'autres est plus importante que le droit de grève. Le droit de grève, au demeurant, est contraire à ce droit des gens puisque c'est une rupture de contrat avec l'employeur : le respect des contrats est la base normale de la vie en commun.

Les réformes ont été critiquées dans les cortèges. De quelles réformes s'agit-il exactement ? Le pouvoir se vante à la ronde d'avoir réformé ; dans l'inondation de lois dont il nous a gratifié, il n'y a environ, suivant ses propres services, que 8 % qui ont été appliquées ou sont applicables. La vraie réforme serait de donner la parole aux citoyens, c'est-à-dire de laisser les marchés jouer leur rôle en abolissant un grand nombre de lois. Tout était possible dans ce sens lors de l'été 2007 et tout est encore possible.

L'on entendait dans les cortèges que la crise est une crise du capitalisme. Ce n'est pas le cas. C'est, au contraire, une crise de l'interventionnisme étatique, qui a sa source lointaine dans le dirigisme de Roosevelt aux États-Unis et s'est amplifiée quand le responsable de la FED, Alan Greenspan, ainsi qu'il l'a reconnu lui-même, a inondé d'argent les États-Unis et par voie de conséquence le monde entier. Les financiers, quasiment garantis par l'État pour certains prêts, se sont engouffrés dans la brèche pour gagner d'abondantes commissions.

Beaucoup ont exprimé leur « ras-le-bol » à la vue de la chute du pouvoir d'achat, signe manifeste de la paupérisation de la France. Ils ont bien raison, car il est absolument intolérable de voir la paupérisation gagner la France alors que le pays à toutes les ressources nécessaires pour que chacun s'enrichisse. Mais, les ignorants ne savaient pas que cette paupérisation est l'effet des politiques socialistes menées par tous les gouvernements depuis des décennies et même par ceux se rattachant apparemment à la droite : en témoigne, la dérive permanente depuis longtemps des dépenses publiques, des impôts et de l'endettement public. Le pouvoir actuel projette d'augmenter encore la dérive après l'avoir laissé glisser à toute allure depuis son arrivée.

Il était amusant, si l'on peut dire, d'observer en tête des défilés certains politiques, écharpe au vent, essayer de récupérer le mouvement à leur profit. Derrière eux, se trouvaient des manifestants criant leur désespoir légitime pour le pouvoir d'achat et leur crainte des délocalisations. Ces manifestants ne savaient pas que ce sont les dépenses sans limite des maires des communes et des autres politiques qui sont à l'origine du mal : les bourreaux ont défilé devant les victimes.

Vient ensuite la question du service minimum. Il est clair que la notion de service minimum est une notion tout à fait contraire à celle d'un service prétendu public, lequel ne peut souffrir d'interruption. Le cas le plus flagrant est celui de l'éducation : de quel droit contraindre un maire à mobiliser les employés pour faire un service dans lequel ils ne sont pas compétents ; nous connaissons une commune des environs de Paris où dans une école pratiquant le service minimum la seule solution fut de placer les enfants devant la télévision !

Enfin, le pouvoir tout en marquant sa satisfaction d'un succès mitigé de la manifestation va reprendre contact avec les syndicats. Il avoue ainsi une nouvelle fois que ce sont ces syndicats qui gouvernent effectivement le pays. Remontons à l'été 2007 : dès que ce nouveau pouvoir est arrivé et alors que rien ne l'obligeait il a remis en fait publiquement les clés aux chefs syndicalistes.

Si un pouvoir « libérateur » finit par arriver, ce qui est nécessaire et inévitable, l'une de ses tâches primordiales sera de dire enfin la vérité aux Français et toute la vérité. Il est certain que le peuple Français est prêt à l'entendre, si le pouvoir qui l'énonce est légitime, déterminé autrement qu'en paroles et respectable.

Michel de Poncins

Pour vous inscrire, inscrire un ami ou vous désinscrire

micheldeponcins@orange.fr

REMARQUE IMPORTANTE

Il est conseillé d'indiquer aux personnes qui ne reçoivent pas les flashs qu'ils peuvent aussi les consulter :

Sur TOCQUEVILLE MAGAZINE

<http://libeco.net/>

ou sur LE PILORI

<http://www.midiassurancesconseils.com/Lepilorigeneral.htm>

**CATHOLIQUES POUR LES LIBERTÉS ÉCONOMIQUES
(CLE)**

(Association de la loi de 1901)

5, rue Dufrenoy 75116 PARIS

C O M M U N I Q U É

**Nous avons l'honneur de vous inviter
À LA CONFÉRENCE-DÉBAT QUI AURA LIEU**

LE LUNDI 9 FEVRIER 2009 À 18 H 30

**DANS LA SALLE DE L'ASIAM 6 RUE ALBERT DE LAPPARENT 75007
PARIS (METRO SÈVRES-LECOURBE).**

MONSIEUR ÉLIE HATEM

AVOCAT À LA COUR

ET

**PROFESSEUR À LA FACULTÉ LIBRE DE DROIT ET D'ÉCONOMIE DE
PARIS (FACO).**

TRAITERA LE SUJET SUIVANT :

« LA PLACE DE LA FRANCE DANS LE MONDE »

**Le Président,
Michel de PONCINS**

Participation aux frais : 10 €; adhérents de CLE : entrée gratuite

CITATIONS

BENOIT XVI :

« L'euthanasie est une fausse solution au drame de la souffrance, une solution indigne de l'homme »

ARISTOTE :

« Celui qui n'est plus ton ami ne l'a jamais été. »

Et aussi

« Que peut-on imaginer de pire qu'une société inégalitaire ? Une société égalitaire. »

REVUE DE PRESSE

ABOLITION DE LA FESSEE

Le pouvoir totalitaire mondialiste ne cesse de progresser. C'est ainsi que le Figaro indique : « la fin de la fessée aurait-elle sonné ? C'est ce que laissent penser les directives internationales de sources onusiennes qui ont établi que 2009 seraient l'année butoir pour l'abolition des châtiments corporels dans tous les pays du monde »

Dans l'offensive du pouvoir mondialiste, l'on reconnaît l'une des caractéristiques des pouvoirs totalitaires. L'on prétend non seulement contraindre mais aussi unifier alors que les traditions et coutumes ainsi que les situations sont toutes différentes.

Le journal se plaint que à ce jour seuls 23 pays sur les 192 existants ont interdit les fessées et les gifles. 24 pays ont promis d'effectuer la réforme dès que possible.

Le journal précise qu'à ce sujet les sondages d'opinion montrent que 87 % des parents interrogés ont reconnu pratiquer cette correction selon l'enquête de l'union des familles en Europe en 2007.

Derrière cette interdiction éventuelle, il y a évidemment en train de se profiler une catastrophe de première grandeur : y aura-t-il la possibilité de dénonciation avec également la perspective de dénonciation de la part des enfants.

Nous savons que le pouvoir onusien est fondamentalement hostile à la famille traditionnelle composée d'un homme et d'une femme avec leurs enfants. Une multitude d'action de ce pouvoir le confirment.

PECRESSE ET KAROUTCHI

Monsieur Roger Karoutchi vient d'avouer dans la presse son homosexualité. Nous remarquons, qu'à cette occasion, il est révélé par les journaux que dans les réceptions il est invité fréquemment avec son copain. Valérie Pécresse avait indiqué publiquement à l'automne 2008 qu'elle était mère de famille. Karoutchi avait vu dans cette déclaration une allusion désagréable à son homosexualité.

Les journaux ne disent pas que la révélation de l'homosexualité par lui pouvait être une allusion désagréable au statut de mère de famille de Valérie Pécresse.

C'est toujours la règle des deux poids et deux mesures.

BREVES ET LONGUES

LE BETISIER DU RECHAUFFEMENT

Nous avons déjà dit à plusieurs reprises que l'une des seules productions véritables du socialisme était la production de phrases idiotes. La fausse idéologie du réchauffement climatique pouvant se rattacher comme une branche au socialisme n'échappe pas à cette tendance et voici un échantillon du bêtisier.

Il y a la décroissance : il faut réduire la croissance pour sauver la planète ; cela vient de ce que 20 % des humains dans les pays développés consomment et donc pillent 125 % des possibilités de la planète.

Il faut ne consommer que fruits, légumes, viandes et poissons produits à moins de 160 km de chez soi.

Il faut aussi travailler moins pour gagner moins et, de la sorte, vivre mieux !

Il faut se bouger pour la planète et ceci principalement pour préserver l'avenir de ses enfants.

A l'évidence, toutes ces idioties sont pleines de contradiction dès que l'on entre dans le détail : un tee-shirt en coton immaculé est paraît-il écolo correct, si l'on pardonne de m'exprimer aussi bêtement ; mais si on le lave à 90° avec un blanchissant il y a une perte pour la planète ! C'est un problème digne de l'âne de Buridan.

300 000 MARCHEURS A WASHINGTON

Nous avons lu dans le journal Présent un reportage très intéressant de Jeanne Smits sur la marche de Washington pour la vie qui a rassemblé 300 000 marcheurs. Cette marche pourrait servir de modèle en France. Il y avait beaucoup de catholiques avec leurs paroisses, leurs écoles, leurs groupements et surtout leurs prêtres. Les soutanes et les habits religieux étaient en grand nombre. Il y avait même des évêques et des élus provies. Malheureusement la journaliste constate qu'Obama a répliqué tout aussitôt par un communiqué : « je reste déterminé à protéger la liberté des femmes de choisir entre avoir un enfant ou pas ». Il a ajouté : « le gouvernement n'a pas à se mêler des affaires de famille les plus intimes »

Heureusement nous savons qu'il y a de nombreux moyens juridiques aux États-Unis pour limiter éventuellement la propagation de l'avortement dont les adversaires semblent se renforcer actuellement.

DARCOS

Le ministre de l'éducation, Xavier Darcos, annonce qu'il va recruter 5000 agents en emplois aidés dans le cadre du plan de relance pour prévenir les familles de l'absence de leurs enfants. Il ajoute : « de plus en plus d'élèves sont absents de manière régulière. L'absentéisme mène au décrochage, qui conduit à l'échec scolaire, lequel mine l'insertion professionnelle et sociale des jeunes »

En se lançant dans cette opération il montre une nouvelle fois l'impossibilité de gérer le mammoth. D'abord, il y a eu dans un passé récent la création de mêmes postes pour le même objet : que font ces divers auxiliaires ? En outre, que veut dire ce type de nouvel emploi ? il y avait des surveillants dans le temps jadis !

De telles mesures devaient être prises au niveau des établissements eux-mêmes dans le cadre de la liberté du directeur d'établissement et compte tenu de toutes les circonstances locales : il est impossible de gérer d'une façon centralisé un corps aussi gigantesque que le prétendue éducation prétendue nationale.

DOCUMENTS

(Nous publions les documents tels que nous les recevons ; ils n'engagent que la responsabilité de leurs auteurs)

L'État incapable de se faire obéir et de rétablir la paix civile

Depuis 1968 l'anarchie règne en France après les désordres jamais résorbés: l'une des causes est la complaisance du pouvoir envers les syndicats francophobes qu'il subventionne...il demeure incapable de résorber les divers désordres dont ceux qu'il suscite même en créant force ministères , bien au contraire d'ailleurs

Ainsi le ministère de la Ville n'est que celui des violences urbaines....

Les Soviets subventionnaient ils Soljenitsyne ou Sakharov , leurs ennemis intimes ?????? Aurait-on les dirigeants les plus stupides du monde ? Allez vous soutenir les mafiosi ?

Naïf Darcos se demande à haute voix ce que veulent les "syndicats".enseignantsréponse : toujours plus , plus de désordres , de moyens , d'argent public gaspillé.....Jack Lang ne disait il pas qu'il fallait foutre "un peu" la merde dans les lycées ...il est toujours en liberté.

Christian Pène

EXTERNALITES

Texte de François Guillaumat

Externalité

FROM LIBERPEDIA

En théorie économique la notion d'externalité est censée décrire la mesure où l'usage qu'un individu fait de sa propriété pourrait affecter la satisfaction d'un autre.

Dans ce cas, prétend la théorie correspondante, le marché libre ne réaliserait pas "l'optimum économique" parce qu'il n'en tiendrait pas compte. L'intervention de l'Etat -- c'est-à-dire la violation de certains Droits de propriété-- pourrait alors "augmenter l'utilité sociale", c'est-à-dire accroître la production, dans la mesure où elle pourrait en tenir compte.

La théorie des prétendues "externalités" est entièrement fausse, n'étant qu'un tissu d'affirmations arbitraires et contradictoires. De ce fait, les externalités n'existent pas et ne peuvent pas exister.

Prétendument issue de la théorie économique dite de l'"équilibre général" --ce qui en fait est encore une tarte à la crème de l'école dite "néo-classique", cette rationalisation sophistiquée de l'étatisme est en fait totalement incompatible avec elle puisqu'elle contredit ses postulats de départ, et que ses prescriptions violent directement son critère affiché de l'"optimum" ([celui de Pareto](#)).

La vérité est que le marché libre est au contraire le seul à pouvoir prendre en compte les phénomènes dont cette prétendue théorie voudrait rendre compte, d'une manière conforme à un optimum définissable.

L'origine de l' arbitraire

L'économie mathématique habitue ses adeptes à manipuler des représentations symboliques de l'"utilité" des gens, mais cela ne saurait qu'expliquer, et ne justifie en aucune manière des discours arbitraires sur les prétendues variations d'utilité de gens qu'on ne verrait pas agir : car le fait demeure, obstinément, que de cette "utilité" on ne peut absolument rien savoir à moins que les gens n' agissent pour l'accroître : c'est l' action, et elle seule, qui révèle ces préférences.

C'est pourquoi il suffit, pour réfuter cette prétendue notion d'"externalités", de faire remarquer qu'on ne peut absolument pas savoir en quoi l'utilisation que l'un fait de sa propriété affecte la satisfaction de l'autre à moins que cet autre-là n'entreprenne des démarches pour la lui faire changer. A défaut de tels actes, révélateurs nécessaires et suffisants de la chose, tout discours sur les "externalités" est arbitraire et donc anti-scientifique.

]

L'invention d'un "écart à l'optimum" là où l'optimum règne par définition Si l'un et l'autre se mettent d'accord, on aura eu affaire à un échange volontaire de part et d'autre, qui accroît bel et bien l'utilité sociale, puisqu'il aura, comme tout échange volontaire, accru la satisfaction de l'un comme de l'autre. Et dans ce cas, on n'a aucun besoin d'une théorie particulière des "externalités" : on n' y a affaire qu'à un échange des plus banal, où l'une des parties se sera entendue avec l'autre pour disposer de sa propriété, à des conditions acceptées d'un commun accord.

En revanche, si une telle démarche n'a pas lieu, ou si elle ne débouche pas sur un accord, on aura affaire à une situation tout aussi banale et encore plus fréquente, celle des échanges matériellement possibles qui ne se sont pas faits, parce qu'une au moins des parties envisageables ne les a pas trouvés à sa convenance. Ces échanges envisageables mais qui ne se sont pas faits sont en nombre potentiellement infini, et la théorie de l'équilibre général ne peut les traiter que comme des cas absolument normaux à l'optimum, faute de quoi elle ne pourrait jamais, en aucune manière, concevoir celui-ci sans d'immédiates et innombrables contradictions.

C'est par construction que la théorie de l'équilibre général exclut toute possibilité d'accroître l'utilité de quiconque en violant les Droits de propriété existant au départ ; c'est donc également par construction que cette théorie n'envisage qu'une seule possibilité de disposer de la propriété d'autrui de manière à améliorer sa propre satisfaction : l'"offre d'échange".

C'est uniquement quand on n'envisage pas la question en termes de contrat, instrument juridique qui peut prendre en compte toutes les considérations de toutes les parties possibles à un échange, ni en termes de responsabilité, notion juridique procédant de l'incertitude de chacun et qu'implique le fait de la propriété, en d'autres termes, quand on méconnaît la réalité du Droit, que la fausse notion d'externalité peut apparaître.

Il suffit donc de mentionner cette démarche possible et même nécessaire, puisqu'elle est la seule manière pour quiconque de seulement faire connaître l'usage qu'il voudrait voir faire de leur propriété par les autres, d'évoquer la possibilité d'échanger que celle-ci implique, et de rappeler qu'il est absolument inévitable, et de ce fait normal, que la plupart des échanges imaginables ne se fassent pas, pour réfuter l'absurde théorie des prétendues "externalités".

]

Le [vol du concept](#) de propriété

En effet, la théorie de l'équilibre général ne traite pas, et ne peut pas traiter, la contrainte de la propriété comme un obstacle à la réalisation d'un optimum quelconque : elle traite, et ne peut traiter cette contrainte que comme une condition logiquement nécessaire pour définir les problèmes de maximisation dont elle est constituée au départ, et dont l'"optimum" est la solution supposée.

Cette théorie ne peut que postuler que chacun voudrait bien pouvoir disposer de davantage de biens que ceux qui lui appartiennent, faute de quoi il ne donnerait aucune valeur à ceux qu'il possède déjà ; de même, elle ne peut que postuler au départ que chacun est par définition contraint par ses possessions effectives, contrainte sans la prise en compte de laquelle la valeur serait indéterminée, les problèmes de maximisation seraient indéfinissables, et la théorie n'aurait nulle raison d'être.

On pourrait imaginer, après des décennies passées à traiter comme un "deus ex machina" les hommes d'un Etat qui vole désormais la moitié des fruits de son travail à chacun de ses sujets, des "modèles" plus réalistes de l'"équilibre général" qui introduiraient enfin la possibilité de mettre en cause des Droits de propriété : ils définiraient ceux-ci, non plus comme des variables "certaines" mais comme des variables aléatoires, comme des sortes d'"options" ; mais ce n'est toujours pas ce qu'ils font.

Il est vrai que cela compliquerait sérieusement la recherche de leur fameux "équilibre général".

Il leur faudrait en outre aussi appliquer le raisonnement en termes d'équilibre final à l'ensemble des coûts qu'il faut nécessairement consentir pour s'emparer du butin des vols correspondants, ce qui conduirait à la [démonstration de Bitur-Camember](#). Or, ce qu'établit celle-ci, c'est que l'ampleur de ces coûts-là a une tendance naturelle à rejoindre celle du

butin en question ; avec pour conséquence que l'intervention de l'état finit toujours par détruire l'équivalent de la richesse dont elle s'est emparée.

La mise en cause du Droit de propriété par la théorie des "externalités" n'est donc pas déduite de la théorie de l'équilibre général, mais implique bien au contraire de rejeter celle-ci dans sa totalité ; elle procède d'un refus de tenir compte de l'une de ses conditions de départ, condition sans laquelle elle n'a aucun sens et même pas la moindre raison d'exister.

Le [vol du concept](#) d' "utilité sociale"

Par ailleurs, pour prétendre que l'intervention de l'état serait capable d'accroître l'utilité sociale, il faudrait pouvoir comparer la satisfaction de ses bénéficiaires supposés à celles de ses victimes. Or, les jugements de valeur sont des actes de la pensée : ils ne se prêtent à aucune mesure, ni a fortiori à aucune comparaison. Si on peut parler d' "utilité sociale" et dire que celle-ci augmente à l'occasion d'un échange, c'est parce que le caractère volontaire de celui-ci est une preuve suffisante du fait que la satisfaction de l'une comme de l'autre partie à l'échange a augmenté. Dans ce cas-là, aucune mesure, et aucune comparaison de leurs jugements de valeur n'est en cause. Si on peut y parler d' "utilité sociale", c'est comme une juxtaposition conceptuelle des utilités individuelles, laquelle n'exige implicitement ni de les mesurer ni de les comparer.

En revanche, dans le cas d'une atteinte à la propriété, on peut constater que le consentement d'une personne a été violé, de sorte que sa satisfaction à elle au moins a baissé. Dans ce cas, non seulement il serait totalement arbitraire de dire que l' "utilité sociale" aurait augmenté, mais prétendre qu'elle pourrait seulement le faire serait absurde, parce que dans ces conditions-là c'est la notion même d' "utilité sociale" qui n'a aucun sens. Pour qu'elle ait un sens, il faudrait qu'elle consiste en une sorte de somme algébrique des jugements de valeur, ce qui est inconcevable : elle n'a donc aucun sens, ne peut pas en avoir, de sorte que tout énoncé qui en ferait usage dans ces conditions est nécessairement faux de la réalité.

Ce que [Rothbard résume](http://docs.google.com/Doc?id=dc2m8p62_177cgzdfwgh) (http://docs.google.com/Doc?id=dc2m8p62_177cgzdfwgh) en disant que "l'intervention de l'état est en toutes circonstances contraire au critère de Pareto", et qu' "aucune intervention des hommes de l'état ne peut jamais accroître l'utilité sociale" (alors que la [Loi de Bitur-Camember](#), assise sur le plus banal des raisonnements à l'équilibre, démontre que celle-ci, en tendance, détruit l'équivalent de la richesse dont elle s'empare).

Il n'y a pas de "défaillances du marché"

En somme : si la théorie économique admet le vol comme moyen de résoudre les problèmes de rareté, elle devient totalement contradictoire, dans ses prétendues descriptions aussi bien que dans ses prétendues prescriptions : en fait, on n'en a plus du tout, de théorie économique, et ce sera bien tombé parce que dans ces conditions on n'aurait plus aucune raison d'en avoir une.

Cette réfutation des prétendues "externalités" s'applique également à toute notion de "défaillance du marché", le "marché" n'étant jamais qu'une forme de l'échange plus ou

moins bien compris par le théoricien, mathématicien ou non (Walras, Marshall, Wald, Debreu, etc.) ou le juriste ("aux affaires" ou non) : au moins dans le cadre des hypothèses de la théorie de l'"équilibre général", les défaillances du marché ne peuvent pas se définir sans contradiction.

RESEAU LIBERTE

C'est d'abord l'Etat qui est responsable de la crise du crédit. Les banquiers et leurs conseillers sont complices de ce système inique qui permet aux établissements d'attribuer des prêts avec très peu de dépôts avec la garantie ultime de la Banque Centrale. Dans un système de monnaies concurrentielles, jamais un établissement ne concevrait des montages au-delà de ce que les dépositaires refuseraient. Les désordres sont imputables à l'Etat.

Si vraiment l'article de Mr Cayol était pertinent, il serait déjà sorti en 2001 ou même en 1998 à l'occasion de la débâcle Asiatique qui fut du même acabit.

La crise actuelle, tout d'abord, a débuté en 1998. Elle n'est pas économique. Elle est celle de la gestion économique des Etats, et il faudra de très grands leaders pour nous en sortir. La crise durera jusqu'en 2013-2016.

Les Etats ne peuvent rien faire de bon. Ils ont par leurs lois créé les conditions de toutes les crises des années 30, 70 et maintenant 2000. Leur demander d'intervenir c'est leur donner le pouvoir de nous flanquer la prochaine super-crise qui devrait avoir lieu vers 2040.

Par ailleurs mettre sa foi dans l'Etat c'est aussi leur faire confiance quand ils sont la cause de désastres encore plus grands en géopolitique. Nous devons l'essor actuel du terrorisme aux hommes de l'Etat des années 70. Et qu'aurons nous d'ici 2013 ?

Bien déjà, attendons nous à une crise alimentaire où les prix seront démentiels et les approvisionnements difficiles. Imaginons la réponse des Etats qui évidemment sont incapables de l'empêcher.

Et en géopolitique c'est assez clair: Iran, Djihad, Russie.

Dans sa conférence à MIT, Soros a dit: "mon père ne faisait pas confiance aux déclarations des politiciens de Hongrie, alors nous sommes partis, et c'est ainsi que nous avons échappé aux Nazis".

On ne doit jamais faire confiance aux Hommes de l'Etat en temps de crise.

Bien cordialement,

Fred Rabeman
